

Chapitre III

Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne jusqu'en 1913

1. La guerre de Tripolitaine

Le point sur les relations internationales en 1911 et leurs incidences sur la politique ottomane

Sur le plan international, les tensions entre l'Allemagne et la France marquent fortement l'année 1911. Malgré la conférence d'Agadir et le traité franco-allemand de février 1909, les deux pays ne parviennent pas à s'entendre sur le Maroc. La France en particulier ne respecte pas les termes de l'accord de coopération économique et tente de faire cavalier seul, tant dans la construction d'un chemin de fer entre Fès et Casablanca que dans le contrôle des dettes de l'État marocain¹. Poussé par les libéraux-nationaux et les milieux industriels, le gouvernement allemand veut la forcer à négocier. Finalement, le Kaiser décide d'envoyer le 1^{er} juillet 1911 un navire de guerre devant le port d'Agadir. Dans l'esprit des dirigeants allemands, cet acte doit contraindre la France à accorder des compensations. Mais en fin de compte, l'Allemagne n'obtient par l'accord du 4 novembre 1911 que la partie « intérieure » du Congo français, entre le Cameroun et le Congo belge, ainsi qu'une bande de territoire au sud de la colonie espagnole de la Guinée qui donnera au nouveau domaine colonial allemand un accès à l'Atlantique². Cet accord constitue pour les dirigeants allemands un échec, d'autant que la Grande-Bretagne a soutenu énergiquement la France, provoquant ce faisant l'indignation de l'opinion publique d'Outre-rhin attisée par les mouvements nationalistes. La presse unioniste, dans cette affaire, a surtout critiqué l'attitude agressive de l'Allemagne³. Mais le plus grave pour les dirigeants ottomans est que l'accord franco-allemand sur le Maroc encourage l'Italie à réaliser un projet qu'elle a depuis longtemps : conquérir la Tripolitaine.

Le 29 septembre 1911, l'Italie déclare la guerre à l'Empire ottoman, et le 4 octobre, les forces italiennes envahissent la Tripolitaine, refusant les propositions de compromis faites par la Porte. Cette guerre a évidemment des répercussions internes. Au début de l'année 1911 déjà, le ministre de l'Intérieur Talat bey, puis Cavid et Babanzâde İsmail Hakki avaient dû démissionner, et le Comité union et pro-

¹ Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben*, *op. cit.*, p. 456 et suivantes.

² Renouvin, Pierre, *Histoire des relations internationales*, Tome 6, *op. cit.*, p. 227.

³ Selon un rapport daté du 20.03.1912 in AA, Das Verhältnis Deutschlands zur Türkei, Juli 1911 – Juli 1914, R 13749.

grès était entré dans une crise profonde⁴. En parallèle, l'opposition s'est renforcée et forme le Parti de l'entente libérale, animé par Damad Ferid pacha, Kâmil pacha et Sabaheddin. Le 30 septembre, le grand vizir İbrahim Hakkı pacha doit démissionner et est remplacé par Said pacha.

L'histoire se répète : l'Allemagne est alliée avec l'Italie

« Jamais le monde de l'Islam n'a été autant au premier plan de l'intérêt général que maintenant. La France est sur le point de s'approprier le Maroc. Les Italiens essayent d'arracher aux Turcs leur dernière possession africaine. Les troupes russes pénètrent en Perse. Il est également question que la Grande-Bretagne annexe l'Égypte. Le problème de la Crète continue à apporter des surprises chaque jour. L'atmosphère politique est donc plus tendue que jamais. Si l'on se souvient du rôle que l'Allemagne semble être appelée à endosser dans la question musulmane, ou si l'on pense ne serait-ce qu'au rapprochement amical qui a eu lieu cet été grâce à l'organisation du voyage d'étude turc, alors il est difficile de ne pas voir qu'une prise de position de l'Allemagne dans une direction ou dans une autre est absolument nécessaire. Il est temps de fixer les buts d'une politique jusqu'à présent hésitante... Non pas : 'oui mais', mais : 'alors oui !'⁵. »

Malgré les exhortations du publiciste Davis Trietsch, le gouvernement allemand n'est pas prêt à s'engager, l'Italie étant alliée avec l'Allemagne. Plus exactement, les dirigeants sont partagés. Tandis que le chancelier et le ministère des Affaires étrangères prennent la défense de l'Italie, le Kaiser et l'ambassadeur allemand à Istanbul sympathisent vivement avec l'Empire ottoman⁶. Marschall reconnaît tout de même la nécessité pour l'Allemagne de rester neutre afin que l'Italie ne bascule pas dans l'autre camp. En réalité, on peut distinguer deux politiques allemandes : une politique officielle qui s'en tient à des déclarations neutres, et une politique officieuse, en accord avec la section « Turquie » du ministère des Affaires étrangères, qui prend parti pour l'Empire ottoman et qui se veut « pro-musulmane ». Ainsi, l'*Osmanischer Lloyd*, à partir de la mi-octobre, décide de changer de ton et devient anti-italien⁷.

Pour le moment, l'Allemagne est la cible de violentes critiques. Le *Tanin*, entre autres, reproche à l'Allemagne d'encourager le panislamisme contre les puissances française et anglaise. Le 28 septembre, Hüseyin Cahid écrit que si l'Allemagne ne fait rien pour aider l'Empire ottoman, celui-ci va chercher un accord avec la Triple Entente. Par ailleurs, Said pacha appelle la Grande-Bretagne à intervenir dans la

⁴ Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., p. 86 et suivantes.

⁵ Trietsch, Davis, *Deutschland und der Islam. Eine weltpolitische Studie*, Berlin 1912. Cet ouvrage sera traduit un peu plus tard en ottoman, comme nous le verrons dans la suite de ce travail.

⁶ Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik*, op. cit., p. 192.

⁷ *Ibid.*, p. 196.

guerre, et, n'obtenant pas de réponse positive, propose, sans succès non plus, une alliance avec elle ou avec l'Entente⁸.

Au moment de la déclaration de guerre, Mahmud Şevket pacha avait demandé l'avis de von der Goltz⁹. Ayant évoqué l'alliance de l'Italie avec les puissances centrales, celui-ci a répondu que l'exclusion de l'Italie de la Triple Alliance ne ferait que la jeter dans les bras de la Triple Entente. Puis il avait présenté un programme en onze points dans lequel il recommandait l'utilisation de la force militaire en Tripolitaine de concert avec les Arabes afin d'empêcher les Italiens de pénétrer vers l'intérieur des terres. Sur le plan maritime, von der Goltz avait mis en évidence la nécessité d'empêcher les bateaux italiens de forcer les Détroits et de ménager la marine en attendant un moment propice pour passer à l'action. Enfin, il avait insisté sur la nécessité de s'entendre avec les Arabes et proposé d'essayer d'inciter la population d'Erythrée à se révolter¹⁰. Ces mesures correspondent dans les faits aux décisions de Mahmud Şevket pacha, mais il n'est pas possible de dire si le général ottoman a suivi en cela les conseils de von der Goltz.

En réalité, Mahmud Şevket pacha penche dès la mi-octobre pour la paix, car il estime que l'armée ottomane ne pourra pas vaincre l'Italie¹¹. Mais le CUP est pour la guerre, et décide d'envoyer des volontaires en Tripolitaine, dont Enver et Mustafa Kemal [Atatürk]¹². Von der Goltz, de son côté, écrit régulièrement des articles en Allemagne qui essaient de rendre compte du point de vue ottoman. Il entretient aussi à cette date une correspondance assidue avec plusieurs dirigeants ottomans, dont Enver, qui, dès qu'il a appris la nouvelle de l'attaque italienne, est rentré de Berlin pour participer aux discussions du CUP, à l'issue desquelles il a décidé de partir en Libye pour y organiser la résistance arabe.

En février 1912, von der Goltz écrit une lettre à Pertev dans laquelle il évoque Enver dans les termes suivants :

« Enver bey, avec son caractère chevaleresque, sa tendance quelque peu fantasque et son jeune esprit encore insouciant est tout à fait l'homme qui convient pour une guerre comme celle de Tripolitaine. J'ai en main un grand nombre de lettres venant de lui, dans lesquelles il se dit plein d'espoir. Je suis en particulier heureux du fait qu'il soit si persuadé de l'utilité militaire des Arabes. Je vais bientôt écrire un article dans la *Neue Freie Presse* sur l'évolution de la guerre. »

Dans l'une des lettres qu'il a écrites à Enver, datée du 12 novembre 1912, il encourage ce dernier à se concentrer aussi sur le travail culturel : « C'est ainsi que

⁸ Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, *op. cit.*, p. 95.

⁹ Lettre de von der Goltz à Mahmud Şevket Pacha datée du 30 septembre 1911, citée in Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire*, *op. cit.*, pp. 135 et suivantes.

¹⁰ *Ibid.*, p. 135.

¹¹ *Ibid.*, p. 138.

¹² Le futur fondateur de la République turque n'est pas connu à cette date et ne le deviendra que pendant la Première Guerre mondiale.

les hommes d'État et les chefs d'armée ont procédé dans l'Antiquité. Ils n'étaient jamais seulement des soldats, mais aussi des colonisateurs et des pionniers culturels. » Notant qu'il a appris sa décision de rester auprès des Arabes par les journaux, il poursuit : « Vous deviez cela à ces fidèles qui vous ont suivis, et j'approuve complètement votre décision. » Plus loin, von der Goltz fait part de sa tristesse concernant les guerres balkaniques, tout en reprenant l'idée qu'il exprime depuis longtemps, selon laquelle les Balkans, en réalité, coûtent trop de forces aux Ottomans au détriment de l'Anatolie. Ces pays, selon lui, ne sont pas essentiels pour l'Empire :

« S'ils sont perdus, l'Empire pourra se concentrer sur l'Anatolie et l'armée pourrait enfin trouver le calme nécessaire pour travailler sans être en permanence arrachée à son activité régulière. La Turquie devrait cependant pour des raisons financières garder Constantinople et Salonique. Mais Constantinople ne doit pas rester la capitale. Elle doit devenir la plus grande place forte et le port de l'Empire, la tête de pont qui mène à l'Europe. De l'Antiquité jusqu'à aujourd'hui tous les gouvernements qui sont allés à Constantinople sont tombés en peu de temps. Constantinople n'est pas non plus un lieu pour travailler, or au gouvernement il faut travailler avec énergie. L'ancienne Byzance constituait déjà le lieu le plus riche en intrigues, et la nouvelle Constantinople en a hérité. Je pense que Damas pourrait être un bon lieu pour le gouvernement, entre autres parce que le calife serait plus proche des Arabes que maintenant et pourrait se tourner plus vers les intérêts des deux parties de l'Empire. Tout dépendrait alors d'une réconciliation entre les Turcs et les Arabes. Si ces deux éléments parviennent vraiment à se fondre, la Turquie sera plus forte que jamais. »

Après avoir ajouté que la perte de la Tripolitaine serait plus grande que celle des Balkans, il conclut : « Je ne me suis pas rendu à Constantinople car personne ne me l'a demandé. Je n'aurais pas non plus pu changer quelque chose (...) ».

Von der Goltz a déjà fait part à plusieurs reprises de son point de vue concernant l'importance de l'Anatolie et des provinces arabes. Malheureusement, nous n'avons pas pu trouver la réponse d'Enver, qui aurait été particulièrement intéressante, même s'il est exclu qu'Enver partageait à l'époque ce point de vue et qu'il était prêt à renoncer aux provinces balkaniques. Sur les autres points, la lettre de von der Goltz confirme Enver dans son approche de la guerre de Tripolitaine.

À la fin de l'année 1911, von der Goltz fait part dans *l'Osmanischer Lloyd* de son admiration pour la manière dont les Turcs ont mené jusqu'ici la guerre, et expose les difficultés que rencontre l'Italie en Tripolitaine. Cet article est repris de manière positive dans la presse ottomane, en particulier dans le *Tanin*. Cependant certains journaux sont plus critiques, ainsi que le montre la réaction de *l'İkdam* le 16 octobre 1911 :

« L'article de von der Goltz pacha a deux buts. En premier lieu, il veut excuser le comportement de l'Allemagne, en second lieu, il veut déculpabiliser le gouvernement turc qui se trouvait au moment de la déclaration de guerre au pouvoir. De plus, on voit que Goltz craint un revirement de la politique turque vers l'Angleterre. Tout cela prouve clai-

rement que l'Allemagne a donné son accord au gouvernement italien pour occuper la Tripolitaine¹³. »

Quelques jours plus tard, le même journal nuance toutefois ce propos en revenant sur le rôle que l'Allemagne joue pour l'Empire ottoman dans le domaine économique et sur le fait que par ses engagements, elle a un intérêt au renforcement de l'Empire, ajoutant : « Le plus grand soutien que l'Allemagne nous a apporté consiste dans la réforme de notre armée. Nous avons tiré de véritables profits de cette réforme et devons reconnaître ce mérite à l'Allemagne. » Toutefois, il rappelle son comportement lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, et conclut :

« La question de la Tripolitaine nous a montré ce que nous avons à attendre d'elle au regard des difficultés (...) auxquelles nous sommes confrontés. Nous ne devons pas attendre et exiger de l'Allemagne qu'elle fasse plus pour nous. En ce sens, il nous faut donner à l'Allemagne une position correspondante¹⁴. »

2. *Les relations de l'Empire ottoman avec l'Allemagne au moment des guerres balkaniques*

L'Empire ottoman devant la situation internationale

En Allemagne, le gouvernement de Bethmann-Hollweg cherche à faire oublier l'échec marocain en se rapprochant de la Grande-Bretagne. Le chancelier et Kiderlen-Wächter sont donc contre l'accroissement de la flotte malgré la pression qu'exerce le ministre de la Marine Alfred von Tirpitz, qui insiste pour promulguer une nouvelle loi navale¹⁵. Après avoir entamé des pourparlers, le ministre anglais de la Guerre Lord Haldane se rend à Berlin au début du mois de février 1912. En réalité, les deux pays ont des attentes très différentes : les dirigeants allemands ne sont prêts à retarder leur programme de construction maritime que si la Grande-Bretagne offre des compensations importantes. Celle-ci, cependant, n'est disposée qu'à un accord politique dans lequel les deux parties s'engageraient à ne pas se menacer mutuellement. Même si les négociations se poursuivent un moment encore, il apparaît de plus en plus évident que les deux pays ne parviendront pas à s'entendre. C'est dans ce contexte que Marschall est nommé ambassadeur à Londres et remplacé à Istanbul par Wangenheim.

Un peu plus d'un an après la série d'articles publiés par Yusuf Akçura, le *Sirat-i Müstakim* du 30 novembre 1911 fait paraître un article intitulé : « Lettre ouverte aux Allemands amis des Ottomans et des musulmans » (« *Osmanlı ve İslam Mubibbi*

¹³ Cité in Farah, Irmgard, *Die deutsche Pressepolitik, op. cit.*, p. 197.

¹⁴ AA, Die türkische Presse, Juli 1911 – November 1912, R 13901, article du 29.10.1911.

¹⁵ Mommsen, Wolfgang J., *Bürgerstolz und Weltmachtstreben, op. cit.*, p. 471 et suivantes.

Almanlara açık bir Mektub»). L'auteur (non mentionné) réagit à une lettre de Beck¹⁶ soulignant l'amitié des Allemands pour les Ottomans. Dans cet article, l'auteur assure que les Ottomans éprouvent les mêmes sentiments et ajoute que cette amitié ne repose pas seulement sur des sentiments mais sur une coïncidence d'intérêts : l'Allemagne a besoin d'un Empire fort pour assurer ses intérêts économiques, sans lequel elle ne pourrait continuer à se développer économiquement en Orient, et l'Empire, quant à lui, n'a pas à craindre les buts de l'Allemagne. L'auteur met ainsi en évidence que les puissances qui menacent l'Empire sont aussi les concurrents les plus importants de l'Allemagne, et ajoute : « Voilà les principes les plus solides de l'amitié et d'une alliance durable dans le futur ! ». Mais, regrette-t-il, les questions récentes autour de l'Iran, du Maroc et de la Tripolitaine ont fait que les musulmans ont commencé à douter de la sympathie des Allemands à leur rencontre :

« Nous aurions voulu que, quand notre pays a été attaqué par l'ennemi, l'Allemagne nous prouve au moins sa sympathie et son amitié en utilisant son influence spirituelle. L'Allemagne est certes liée à l'Italie par un traité. Mais que peut-elle attendre d'un gouvernement qui ne respecte pas les règles du droit ? Ne serait-il pas naturel que nous nous tournions vers ses concurrents pour nous sauver ? Nous savons bien que cela reviendrait à notre perte, mais un homme en danger pense-t-il au futur ? Nos amis allemands doivent être certains que s'ils gagnaient les Ottomans, qui sont dévoués, à la place de l'Italie, qui fait preuve de trahison, ils ne perdraient rien tant sur le plan spirituel que sur le plan matériel, au contraire, ils y gagneraient beaucoup. »

Sur un ton prudent, l'auteur exprime la déception de ceux qui avaient cru en un rôle prépondérant de l'Allemagne dans le monde musulman. En 1911, ce rôle s'avère compromis.

Quelques mois plus tard, en mai 1912, dans la même revue qui s'appelle désormais *Şebilüresad*, Ahmed Ağaoglu (Agayev)¹⁷, un intellectuel turc originaire d'Azerbaïdjan, publie à son tour un article intitulé « Le monde de l'Islam et l'Angleterre et l'Allemagne¹⁸ », dans lequel il revient sur la récente nomination de l'ambassadeur Marschall à Londres. Après avoir évoqué la rencontre entre Guillaume II, l'ambassadeur Marschall et le ministre des Affaires étrangères allemand à Karlsruhe pour discuter d'un éventuel accord entre l'Allemagne et la Grande-Bretagne, l'auteur note que l'événement est d'importance, « la concurrence entre

¹⁶ Nous ne sommes pas sûre de ce nom. Il s'agit soit d'une faute de frappe et dans ce cas l'auteur de la lettre est Jäckh, ou bien il s'agit de Sebastian Beck, spécialiste de la Perse, dont nous retrouvons le nom pendant la Première Guerre mondiale parmi les orientalistes qui participent à la propagande pour la guerre sainte.

¹⁷ Ahmed Ağaoglu (1869 – 1939) est arrivé dans la capitale ottomane en 1909. Il fait partie du CUP et écrit des articles pour la revue *Türk Yurdu* notamment. Sur sa vie, voir l'annexe biographique et l'article de François Georjon : « Un intellectuel turc admirateur des Lumières et de la Révolution ». In : *ibid.*, *Des Ottomans aux Turcs*, op. cit., pp. 169 – 183.

¹⁸ *Şebilüresad*, 16.05.1912 (3 mayıs 1328).

les deux pays étant à l'origine de toutes les raisons pour lesquelles la paix mondiale se trouve en danger permanent. » Ahmed Ağaoğlu revient à cette occasion sur l'histoire de l'Allemagne et sur sa réussite exemplaire, qui lui a permis de devenir la concurrente la plus sérieuse de la Grande-Bretagne. Ce faisant, note-t-il, elle a mené une politique bienveillante à l'égard des musulmans pour prendre sa place. Depuis le voyage de Guillaume II, elle avait su s'attirer leur sympathie. Mais il souligne que la politique menée depuis deux ans par les autorités allemandes ne correspondait pas aux sentiments et aux idéaux des musulmans : les accords avec la Russie sur l'Iran et avec la France sur le Maroc les ont amenés à douter des intentions allemandes. À propos de la guerre de Tripolitaine, Ağaoğlu pense que la Grande-Bretagne, qui est le pays le plus intéressé par la question de l'équilibre en Méditerranée, va être obligée tôt ou tard d'intervenir. La question est de savoir si cette intervention sera à l'avantage ou non de l'Empire ottoman. À ce titre, il pose la question des conséquences qu'aurait un accord entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne pour l'Empire ottoman, soulignant qu'il ne pense pas, à l'inverse de certains, qu'elles seront positives. En effet, note-t-il, l'Angleterre n'est pas intéressée, dans l'avenir, par un Empire fort. Pour le moment, elle profite du fait que l'Empire ottoman constitue un barrage à la Russie sur la route de l'Inde. Au sujet de l'Allemagne, il met en évidence que ses intérêts économiques sont liés au maintien de l'Empire ottoman et note que même si elle reçoit d'autres colonies en Afrique, elle ne trouvera pas d'espace aussi riche que l'Asie.

L'objet de son article est donc de montrer que le gouvernement ottoman, plus que jamais, doit faire preuve de vigilance. Pour l'Empire ottoman, estime Ağaoğlu, un accord entre les deux puissances rivales serait une catastrophe. Là où, comme il le précise lui-même, certains y voient un gage de paix, l'auteur de l'article entrevoit avec une certaine lucidité le partage de l'Empire.

L'opposition libérale et l'Allemagne

Dans les Balkans, la situation devient également de plus en plus tendue. En Albanie, en particulier, la guérilla fait rage depuis de longs mois. Devant ces événements, l'opposition continue de se renforcer¹⁹. Parmi les mesures que le CUP tente de prendre pour se maintenir au pouvoir, Mahmud Şevket pacha, discrédité par la guerre de Tripolitaine, est acculé à la démission le 10 juillet 1912²⁰. Finalement, un groupe d'officiers (les Officiers libérateurs ou *Halaskâr Zabitan*) menacent d'intervenir si le CUP ne se retire pas du gouvernement. Said pacha démissionne le 17 juillet, et quelques jours plus tard, le Gazi Muhtar pacha est chargé de former un nouveau cabinet dont tous les unionistes sont exclus. Son fils Ah-

¹⁹ Voir Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, op. cit., pp. 100 et suivantes.

²⁰ Voir Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Pacha and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., pp. 145 et suivantes.

med Muhtar est nommé ministre de la Marine, Ferid pacha assume le ministère de l'Intérieur, et c'est à Nâzım pacha qu'est confié le ministère de la Guerre²¹.

À la mi-août, Wangenheim, dans un télégramme adressé au ministère des Affaires étrangères, rend compte d'une conversation qu'il a eue avec Ferid pacha. Celui-ci estime que la position de l'Allemagne est devenue très délicate sous le nouveau gouvernement, et qu'on lui reproche d'avoir été trop liée au Comité. Mais il souligne également la présence de « quelques amis de l'Allemagne » parmi les nouveaux ministres²². Au sujet du changement de ministre pour le portefeuille de la Guerre, Wangenheim note qu'il est « extrêmement important pour l'Allemagne, vraisemblablement plus important encore que le passage du gouvernement des mains du Comité à celles de l'Entente libérale²³. » À propos de la personnalité du ministre, il fait part de ses doutes initiaux : « J'étais relativement préoccupé par l'attitude froide que le nouveau ministre de la Guerre Nâzım pacha avait par rapport à l'ambassade et à nos réformateurs. » Plus loin dans son rapport, il ajoute : « Nâzım n'est pas partisan de l'Allemagne. Comme la plupart de ses collègues au ministère, il trouve que l'Allemagne a failli pendant la guerre contre l'Italie. » Mais il est d'avis que « la germanophobie du ministre ne vaut pas pour les choses militaires » et que Nâzım, en tant que soldat, « est nationaliste », ce qui a pour conséquence qu'il est opposé au principe de confier les réformes à des étrangers quels qu'ils soient : « Il est donc possible qu'il travaille à la réduction du nombre des officiers allemands (...) sans pour autant penser à appeler des officiers d'autres pays. » Par contre, ajoute Wangenheim, « il reconnaît sans réserve la supériorité de la formation scientifique de nos officiers, particulièrement dans le service de l'état-major et il a l'intention de continuer à s'appuyer sur la science militaire allemande. »

Wangenheim précise qu'il doit ces informations à Asım bey, son opposant politique, ainsi qu'à Ferid pacha. Dans une conversation entre l'ambassadeur allemand et Ferid pacha, ce dernier aurait ainsi reconnu que Nâzım était certes partisan de Kâzım pacha, mais qu'il n'allait en aucun cas changer l'état des relations entre l'armée allemande et l'armée turque.

Wangenheim note qu'à la suite de cette conversation Ferid pacha semble avoir parlé au ministre de la Guerre, « qui a reçu l'attaché militaire von Stempel de manière inhabituellement amicale et qui, pendant la conversation, a souligné la valeur du travail des réformateurs allemands. À ce sujet, il a exprimé le souhait de faire venir un nouvel officier d'état-major allemand pour diriger un camp d'entraînement pour officiers. » Wangenheim poursuit son rapport en insistant sur la nécessité de répondre affirmativement à cette demande et précise qu'il est de l'avis de Nâzım quant au fait que l'armée turque ne profite pas vraiment des officiers allemands qui ont des postes de commandement, tandis que les instruc-

²¹ Nâzım pacha est désigné par Swanson comme étant le « rival le plus important » de Mahmud Şevket pacha. Voir *ibid.*, p. 47.

²² AA, Das Verhältniss Deutschlands zur Türkei, Juli 1911-Juli 1914, R 13749, 17.08.1912.

²³ *Ibid.*, 28.08.1912.

teurs allemands qui assistent l'état-major ou qui s'occupent des institutions de formation apportent de véritables avantages. À ce titre, il note qu'il y a trop de frictions entre la mentalité allemande et la mentalité turque, et que ces frictions ne servent pas l'image des officiers allemands. Par ailleurs, il estime que l'action des officiers placés à des postes de commandement ne peut qu'être éphémère et limitée et qu'il est plus important de former des militaires ottomans en Allemagne. Qualifiant la tâche des réformateurs allemands de « politique », il ajoute :

« Au cas où nous aurions des hésitations à envoyer de nouveaux réformateurs en Turquie tant que la guerre turco-italienne n'est pas terminée, je voudrais attirer l'attention sur le fait que la mission anglaise pour la marine a été renouvelée pendant la guerre sans provoquer la méfiance de l'Italie. Huit de nos réformateurs retournent maintenant en Allemagne. L'envoi de 8 ou de 4 officiers ne signifie même pas le remplacement de tous ceux qui sont partis. Si nous hésitons à honorer le souhait turc, le traité de paix pourrait intervenir entretemps. Les Turcs vont nous rendre responsables de la perte des provinces africaines et vont certainement hésiter à conclure de nouveaux engagements avec des officiers allemands. Cela vexerait aussi Nâzım pacha et rendrait le travail du reste des réformateurs difficile. »

Effectivement, quatorze des vingt-deux officiers allemands présents en Turquie ont leurs contrats qui se terminent à cette date²⁴. Wangenheim critique le système mis en place par von der Goltz et Şevket selon lequel les officiers allemands occupent le commandement exécutif des régiments modèles, système qui a mis à jour le ressentiment d'un certain nombre de Turcs contre les conseillers étrangers. L'ambassadeur estime donc qu'à l'avenir, les officiers allemands ne devraient servir qu'en tant qu'instructeurs ou organisateurs²⁵.

Les guerres balkaniques

Mais pour l'heure, des soucis bien plus importants occupent l'esprit des dirigeants ottomans : pressés par les événements dans les Balkans, ils doivent se résoudre à signer la paix avec l'Italie le 15 octobre 1912. Par le traité d'Ouchy, le gouvernement ottoman reconnaît finalement l'annexion de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque. Depuis de longs mois en effet, les États balkaniques, avec le soutien de la Russie, ont tissé des alliances qui ont abouti à une coalition entre la Grèce, la Bulgarie, la Serbie et le Monténégro. Le 30 septembre 1912, ils déclarent la mobilisation générale, puis lancent un ultimatum à la Porte, en exigeant entre autres d'elle qu'elle nomme un gouverneur général suisse ou belge en Macédoine, qu'elle organise des assemblées législatives locales et qu'elle permette la venue de forces de gendarmerie sous commandement européen. Le gouvernement ottoman, pour gagner du temps, déclare vouloir attendre la réunion du parlement. Il

²⁴ Voir Swanson, Glen W., *Mahmud Şevket Paşa and the Defense of the Ottoman Empire*, op. cit., p. 225..

²⁵ *Ibid.*

espère encore trouver une solution avec l'aide des puissances. Finalement, le 17 octobre 1912, l'Empire ottoman est acculé à déclarer la guerre à la Serbie et à la Bulgarie. Les armées balkaniques progressent très vite : en novembre, les Bulgares sont devant Edirne, les Grecs, qui ont proclamé l'annexion de la Crète, occupent une partie de la Macédoine, les Serbes se trouvent en Macédoine du Nord et dans le Kosovo et les Monténégrins sont en Albanie.

Devant l'urgence de la situation, l'Entente libérale remplace fin octobre 1912 Ahmed Muhtar pacha par Kâmil pacha, qui est chargé de négocier avec les Anglais une intervention de la Triple Entente en faveur de la Turquie, sans autre résultat que la promesse d'une médiation britannique lorsque les choses en viendraient aux pourparlers de paix. Dans cette perspective, Kâmil pacha, le 3 novembre 1912, s'adresse à Wangenheim pour lui demander d'intervenir, sans résultat toutefois.

En Allemagne, la défaite si rapide de l'armée ottomane est durement ressentie. Les diplomates français s'empressent d'ailleurs de l'interpréter comme étant « la banqueroute de [sa] politique orientale depuis vingt ans²⁶. » Plus encore, il importe de confiner le conflit sur le plan local, afin d'éviter une confrontation entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Mais en fin de compte, les pertes territoriales que l'Empire ottoman essuie ne concernent pas vraiment l'Allemagne, dont les intérêts sont concentrés en Anatolie. Par ailleurs, l'entente qu'elle arrive à trouver à ce moment avec la Grande-Bretagne constitue un succès non négligeable²⁷.

Le 3 décembre 1912, les Turcs et les Bulgares signent un armistice, suivi deux semaines plus tard d'une conférence à Londres. En réalité, la médiation anglaise n'aide pas les Ottomans, et les États balkaniques exigent tous les territoires conquis. L'Empire ottoman est prêt à accepter beaucoup mais refuse de céder Edirne et les îles de la mer Egée²⁸. Aucun accord ne pouvant être trouvé, les puissances adressent le 17 janvier 1913 une note à la Porte lui demandant de céder Edirne à la Bulgarie et de leur laisser régler la question des îles. L'Allemagne est signataire de la note, mais, selon un scénario déjà bien connu, elle s'est opposée à une démonstration navale²⁹. Dans l'Empire, la situation intérieure est très tendue. Les unionistes critiquent violemment le gouvernement en place, qu'ils soupçonnent d'être prêt à céder Edirne. L'agitation de l'opposition va déboucher sur le coup d'État unioniste de 1913.

²⁶ Schöllgen, Gregor, *Imperialismus und Gleichgewicht*, *op. cit.*, p. 349.

²⁷ *Ibid.*, p. 358.

²⁸ Ahmad, Feroz, *The Young Turks*, *op. cit.*, p. 115.

²⁹ Sullivan, Charles D., *Stamboul Crossings*, *op. cit.*, p. 310.

Deuxième partie
La politique du Comité union
et progrès vis-à-vis de l'Allemagne
de 1913 à 1918

